

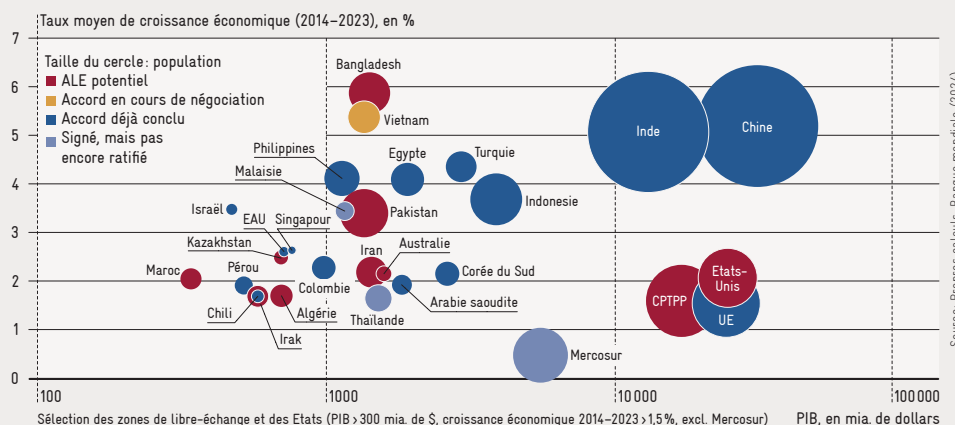
# Les avantages du libre-échange

Dans le monde entier, le libre-échange est sous pression et l'on observe de plus en plus de résistance également dans notre pays. Pourtant, la Suisse pourrait bénéficier d'accords avec de grands partenaires commerciaux.

## Contexte

En tant que petite économie ouverte, la Suisse est depuis toujours tributaire du commerce international. D'une part, il n'est pas judicieux, pour des raisons de coûts, de produire tous les biens et services nécessaires dans le pays. D'autre part, de nombreuses entreprises produisant en Suisse doivent exporter leurs produits. Ces deux éléments se reflètent dans une forte quote-part du commerce extérieur (importations et exportations de biens et services par rapport au produit intérieur brut (PIB)) qui s'élève à 134 % (2024). Les facilités commerciales, convenues par exemple dans le cadre d'accords de libre-échange entre la Suisse et d'autres pays, multiplient les avantages économiques pour les deux parties contractantes.

## Le potentiel du réseau suisse de libre-échange



Les cercles rouges et jaunes représentent des partenaires potentiels de libre-échange avec lesquels la Suisse n'a pas encore conclu d'accord. En raison du taux élevé de croissance moyen de leur PIB ces dix dernières années et de leur vaste marché intérieur, les Etats très peuplés tels que les Etats-Unis et la zone de libre-échange CPTPP sont des candidats intéressants pour un prochain accord de libre-échange (ALE).

## Faits

# 60%

Le réseau suisse d'accords de libre-échange couvre au total 78 pays et environ 60% du marché mondial. Avec 27 pays, l'UE est le partenaire le plus important : plus de la moitié du commerce extérieur de la Suisse se fait avec elle.

■ Les importations étendent et permettent de diminuer les coûts de l'offre de produits en Suisse, et améliorent la prospérité. Les exportations garantissent des **emplois à haut revenu et de la valeur ajoutée**. En règle générale, un accord de libre-échange double l'échange de biens en l'espace de dix ans.

■ Comme il est plus difficile d'obtenir des **accords multilatéraux** dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, de nombreux pays, dont la Suisse, misent sur des accords pluri- ou bilatéraux.

■ **L'abolition unilatérale des droits de douane** sur les produits industriels importés à partir de 2024 réduit le coût des composants pour l'industrie suisse. Le bénéfice économique annuel est estimé à plus d'un milliard de francs.

■ Les droits de douane élevés et les restrictions à l'importation demeurent pour les produits agricoles. **Pour protéger l'agriculture**, la Suisse a mis en place le régime douanier le plus complexe au monde, au détriment des ménages suisses.

## Recommandations

La Suisse dispose d'un **réseau extrêmement dense d'accords de libre-échange**, dont plusieurs avec de petits partenaires comme le Monténégro (PIB de 7 milliards de dollars), la Macédoine du Nord (15 milliards de dollars) ou l'Albanie (23 milliards de dollars). **Singapour** couvre une part bien plus importante du marché mondial avec un nombre plus restreint d'accords. La Suisse a besoin de se concentrer davantage sur les grands partenaires comme les

**Etats-Unis**, la **zone de libre-échange CPTPP** ou le Mercosur. Au niveau national, deux groupes s'opposent aux accords économiques internationaux : le **lobby agricole**, qui ne veut pas ouvrir le marché, et les **activistes environnementaux et sociaux**, qui sont généralement critiques vis-à-vis du commerce mondialisé. Des **accords sectoriels** prévoyant l'ouverture de certaines branches ou la création d'un **club climatique** pourraient y remédier.

